

5G

Objets connectés, la 5G prétend jouer dans la propreté

Association Robin des Toits

20/09/2018

Les premiers tests de la 5G à Grenoble. On prépare les rues de la ville



Rue Lesdiguières avant le massacre



après , un véritable scandale !

Source : <http://www.stop-linky.fr/stoplinky/index.php/8-blog/174-grenoble-on-coupe-les-arbres-pour-experimenter-la-5g>

La 5G pour des villes plus nettes !

Il est des moments où la concordance de réception des courriels pousserait à rire si les enjeux de société n'étaient pas si graves. Un article de Numerama du 20 août ([ici](#)) sur l'innocence et l'innocuité de la 5G intitulé "La 5G, des effets sur la santé ? Le gouvernement rassure." nous est parvenu quasiment en même temps que deux photos prises à Grenoble ([ici](#)), ville expérimentale en matière de développement de cette 5G, les autres villes étant Lyon, Saint Etienne, Bordeaux, Lille, Douai, Montpellier, Nantes et Le Havre. Symbolique ? On pourrait presque proposer comme slogan : "*La 5G pour des villes plus nettes !*"

Humour noir mis à part, si le déploiement des compteurs Linky, totalement antidémocratique, basé sur des conflits d'intérêt majeurs, avec un soutien actif et inconditionnel des pouvoirs publics et, malheureusement, de certains élus locaux, si ce déploiement a fini par soulever une grande partie de la population et d'un grand nombre de communes, il n'en va pas de même du développement de la 5G, qui se fait beaucoup plus en catimini. Cela rappelle que les industriels ont été beaucoup plus discrets, a posteriori, avec

les nanotechnologies qu'avec les OGM qui ont suscité, en leur temps, beaucoup plus d'émotions.

En quoi consiste la 5G ?

Le programme de travail de juillet 2018 de l'ARCEP ([ici](#)), Autorité de Régulation des communications Electroniques et des Postes, montre à quoi nos populations vont être soumises. Extrait :

La 5G permet la numérisation de la société ; elle permettra de proposer des usages diversifiés dans des secteurs très variés : voiture connectée, télémédecine, robotique, internet des objets.

Or, l'ARCEP est une autorité administrative indépendante chargée de réguler, théoriquement, les communications électroniques et les postes en France. Sans doute avons-nous mal compris, n'ayant sans doute pas de dictionnaire, la signification du terme "régulation" !

Le déploiement de la 5G est lié au développement des objets connectés. La largeur des bandes de fréquence utilisées ne permet plus le transfert de données de masse (les fameux data). Les tuyaux étant trop petits, il fallait les agrandir. L'ouverture commerciale est prévue pour 2020 suivant le plan de bataille de l'ARCEP ([ici](#)).

Que propose l'ARCEP ?

Des progrès permis par plusieurs innovations structurantes :

- **antennes actives** : meilleure efficacité spectrale et énergétique,
- **network-slicing** ; les réseaux 5G seront configurés en tranches -"slices" - pour s'adapter dynamiquement à la demande, en fonction des usages, en apportant un niveau de performance fiable et approprié,
- **utilisation de bandes hautes (26 GHz) sur des petites cellules**, pour des usages localisés avec une grande largeur spectrale et offrant des débits très élevés (~10 Gbps).

Au niveau mondial, le programme One Web prévoit, lui, 648 satellites émettant depuis des orbites situées à 1200 km. Ces satellites communiqueront avec des antennes en point haut, celles-ci communiquant elles-mêmes avec des antennes locales et bien plus nombreuses. En effet, impératif parmi d'autres, **en raison des très hautes fréquences choisies pour la 5G, il est quasi impossible d'émettre avec de la puissance sur des longues portées car les effets sanitaires seraient désastreux. Il faut donc déployer localement de nombreuses antennes de faible puissance (tous les 100 m en ville). Cela veut dire qu'il n'y aura plus aucun moyen d'échapper à une pollution électromagnétique de grande ampleur, ni urbaine, ni rurale. Au vu de l'augmentation du nombre de personnes se déclarant Électrohypersensibles (EHS), on voit ce que l'avenir nous réserve !**

Mais de vraies questions se posent qu'il faudra rapidement analyser : à quoi sert un frigo connecté ? Sur quels critères, obligatoirement et malheureusement non cliniques, dits universels, se base-t-on pour déterminer mon activité physique la mieux adaptée et ma meilleure alimentation, grâce à ma montre ou à ma balance connectée ? Que devient la clinique dans la télémédecine ? Comment pourrai-je échapper, dans ma voiture si je l'utilise encore, à la régulation obligée des flux ? Où iront les données recueillies sur moi ? Et dans quels buts ? Avec quelles dérives possibles ? A quoi servent les lits connectés dans une résidence étudiante (expérience finalement abandonnée pour l'instant en résidence universitaire de Rennes - [ici](#) -) ?

La vraie question n'est donc pas pourquoi industriels et politiques nous imposent antidémocratiquement un mode de vie connecté, mais bien pourquoi les populations, sans être technophobes, l'acceptent sans se poser les vraies questions, quitte à laisser de côté une partie de ces mêmes populations, gravement touchées dans leur santé.

Lorsqu'on lit qu'il s'agit d'un **"supposé effet sur la santé"** et que le gouvernement, en la personne de sa ministre de la **santé** (sic !) se réfugie derrière des normes construites par et pour les opérateurs (article Numerama cité plus haut), les conclusions sont évidentes malgré, malheureusement, les risques de dérives idéologiques et politiques que de telles confusions, de plus en plus prégnantes, entre politique et action économique engendrent.

Mais que compte la santé des individus comme des populations face au profit ?



source : Programme de travail 5G - ARCP - juillet 2018